Procès verbal

Le lundi 24 février 2025 à 14h00, l'assemblée, régulièrement convoquée le 14 février 2025, s'est réunie sous la présidence de Jean-Paul MEYNIER.

Secrétaire de la séance : Martine SOULIER

Présents : Jean-Paul MEYNIER, Serge CORNUT, Martine SOULIER, Anne-Marie BONNET, Viviane BONNET, Hervé FARGES, Martial FARGES, Jacky MALARTRE, Angèle TREBUCHON

Représentés :

Absents et excusés : Emilie NEGRON

Ordre du jour :

- Renouvellement des baux de la section de Mézery
- Programme de voirie 2025
- Demande de subventions
- Tarif chauffage - Logements ancienne école de Saint-Denis
- Ouverture de poste d'un emploi de rédacteur à temps non complet
- Délibération sur le compte financier unique - budget commune
- Délibération pour l'affectation du résultat de fonctionnement - budget commune
- Délibération sur le compte financier unique - budget eau
- Délibération pour l'affectation du résultat de fonctionnement - budget eau

Délibérations du conseil :

3.3-Allotissement des terres à vocation agricole ou pastorale de la section de Mezery

(N° DE_2025_001)

Monsieur le maire informe le conseil municipal qu'il y a lieu de procéder à l'examen du projet d'allotissement des terres agricoles et pastorales de la section de commune de Mezery.

Monsieur le maire donne lecture des dispositions réglementaires concernant l'attribution des terres à vocation agricole et pastorale des biens de sections :

1^{ère} PARTIE : L'article L 2411-10 du Code Général des Collectivités Territoriales est ainsi rédigé :

Les membres de la section ont, dans les conditions résultant soit des décisions des autorités municipales, soit des usages locaux, la jouissance de ceux des biens de la section dont les fruits sont perçus en nature, à l'exclusion de tout revenu en espèces.

Les terres à vocation agricole ou pastorale propriétés de la section sont attribuées par bail rural ou par convention pluriannuelle d'exploitation agricole ou de pâturage conclue dans les conditions prévues à l'article L. 481-1 du code rural et de la pêche maritime ou par convention de mise à disposition d'une société d'aménagement foncier et d'établissement rural :

1° Au profit des exploitants agricoles ayant leur domicile réel et fixe, un bâtiment d'exploitation et le siège de leur exploitation sur le territoire de la section et exploitant des biens agricoles sur celui-

ci ; et, si l'autorité compétente en décide, au profit d'exploitants agricoles ayant un bâtiment d'exploitation hébergeant, pendant la période hivernale, leurs animaux sur le territoire de la section conformément au règlement d'attribution et exploitant des biens agricoles sur ledit territoire ;
2° A défaut, au profit des exploitants agricoles utilisant des biens agricoles sur le territoire de la section et ayant un domicile réel et fixe sur le territoire de la commune ;
3° A titre subsidiaire, au profit des exploitants agricoles utilisant des biens agricoles sur le territoire de la section ;
4° Lorsque cela est possible, au profit de l'installation d'exploitations nouvelles.

Si l'exploitation est mise en valeur sous forme de société civile à objet agricole, les biens de section sont attribués soit à chacun des associés exploitants, dès lors qu'ils remplissent les conditions définies par l'autorité compétente, soit à la société elle-même.

Pour toutes les catégories précitées, les exploitants devront remplir les conditions prévues par les [articles L. 331-2 à L. 331-5](#) du code rural et de la pêche maritime et celles prévues par le règlement d'attribution défini par le conseil municipal.

Le fait de ne plus remplir les conditions retenues par l'autorité compétente au moment de l'attribution entraîne la résiliation du bail rural ou de la convention pluriannuelle d'exploitation agricole ou de pâturage, notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, avec application d'un préavis minimal de six mois L'ensemble de ces dispositions, qui concerne les usages agricoles et pastoraux des biens de section, ne fait pas obstacle au maintien, pour les membres de la section non agriculteurs, des droits et usages traditionnels tels que l'affouage, la cueillette ou la chasse.

Les revenus en espèces ne peuvent être employés que dans l'intérêt de la section. Ils sont affectés prioritairement à la mise en valeur et à l'entretien des biens de la section ainsi qu'aux équipements reconnus nécessaires à cette fin par la commission syndicale.

2^{ème} PARTIE : Règlement d'attribution :

Article 1 : Conditions pour être exploitant agricole attributaire

Les critères retenus par le conseil municipal pour être exploitant agricole attributaire sont les suivants :

- remplir les conditions prévues par les articles L 331-2 à L.331-5 du code rural,
- être inscrit à la Mutualité Sociale Agricole en qualité d'exploitant agricole, et au centre de formalités des entreprises (C.F.E.).

Chaque demandeur devra fournir l'ensemble des justificatifs nécessaires.

Article 2 : Nature des contrats

Monsieur le Maire propose que les locations se fassent selon les dispositions de l'article L 142 – 6 du code rural :

Tout propriétaire peut, par convention, mettre à la disposition d'une société d'aménagement foncier et d'établissement rural, en vue de leur aménagement parcellaire ou de leur mise en valeur agricole, pour autant que cette dernière soit effectuée par des agriculteurs, conformément au but fixé par les articles L. 141-1 à L. 141-5, des immeubles ruraux libres de location. Ces conventions sont dérogoires aux dispositions de l'article L. 411-1. La durée maximale des conventions est de six ans, renouvelable une fois, quelle que soit la superficie des immeubles ruraux mis à disposition. Il en est de même pour la mise à disposition d'immeubles ruraux dans le cadre de conventions conclues avec l'Etat, une collectivité territoriale ou un établissement public.

La durée des conventions est de six ans au maximum, renouvelable une fois, pour les immeubles ruraux situés dans les périmètres de protection et d'aménagement des espaces naturels et agricoles délimités en application de l'article L. 113-16 du code de l'urbanisme, ainsi que pour les conventions portant sur la mise à disposition, pour un usage de pâturage extensif saisonnier, d'immeubles ruraux situés dans les communes mentionnées à l'article L. 113-2 du présent code.

A cet effet, la société d'aménagement foncier et d'établissement rural consent des baux qui ne sont soumis aux règles résultant du statut du fermage que pour ce qui concerne le prix.

Monsieur le Maire demande qu'il soit passé une convention de mise à disposition de 6 années avec la SAFER Occitanie, conformément aux dispositions de l'article L.142.6 du code rural, à charge pour la SAFER de passer un bail SAFER avec les agriculteurs ayant droit de la section.

Celle-ci prendra effet le 1^{er} mars 2025

Article 3 : Redevance

Le montant du loyer est fixé à **8.24 €/ha**

Le versement du loyer sera effectué, dans son intégralité, auprès du receveur municipal, le 31 octobre de chaque année.

Le loyer sera indexé sur l'arrêté préfectoral fixant annuellement l'indice des fermages.

3^{ème} PARTIE : Allotissement :

Lot n° 1 attribué à Mr BERBONDE SAMUEL 1^{er} rang de priorité

Commune	Section	N°	Sub	Surface cadastrale	Lieu-dit	NC
SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE	C	143		00 ha 39 a 50 ca	LE COUDERC	PA
SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE	C	171		00 ha 25 a 55 ca	MALBERSES	PA
SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE	C	180		00 ha 28 a 40 ca	LOUS PUECHS	PA
SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE	C	182		00 ha 12 a 60 ca	LOUS PUECHS	PA
SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE	C	511		00 ha 10 a 50 ca	MALBERSES	T
SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE	D	50		00 ha 08 a 80 ca	LE COUDERC	PA
SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE	D	64		00 ha 15 a 35 ca	SOGNO DEL CHADY	PA
SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE	D	217		00 ha 04 a 80 ca	LOU SALES	T
				01 ha 45 a 50 ca		

Lot n° 2 attribué à Mr SAINT LEGER NOEL 1^{er} rang de priorité

Commune	Section	N°	Sub	Surface cadastrale	Lieu-dit	NC
SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE	C	534		00 ha 31 a 60 ca	PRAT DEL TRUC	PA
SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE	C	535		00 ha 43 a 70 ca	PRAT DEL TRUC	PA
SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE	D	209		00 ha 06 a 70 ca	LOU SALES	P
SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE	D	210		00 ha 12 a 00 ca	LOU SALES	PA
SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE	D	216		00 ha 14 a 50 ca	LOU SALES	T
SAINT-DENIS-EN-MARGERIDE	D	328		00 ha 32 a 00 ca	SOGNE DEL CHADY	PA
				01 ha 40 a 50 ca		

Les frais de gestion de la convention de mise à disposition d'un montant de 300 € sont à la charge de la commune, ceux concernant les baux Safer sont à la charge des attributaires.

Après avoir délibéré le conseil municipal donne son accord sur cet allotissement, et autorise le maire à signer tous documents nécessaires à sa réalisation.

**Ainsi fait et délivré,
Le jour, mois et an ci-dessus**

Délibération : adoptée

7.4- Programme de voirie 2025 (N° DE_2025_002)

Le Maire, rappelle au Conseil Municipal que le Département de la Lozère a lancé une démarche de contractualisation avec les collectivités locales de son territoire.

Cette contractualisation doit déterminer en particulier les engagements d'interventions financières du Département de la Lozère sur les projets d'investissement portés par la collectivité sur la période 2022-2025.

Afin de rédiger ce contrat, la collectivité doit proposer les projets d'investissements qu'elle souhaite porter en maîtrise d'ouvrage et la demande de subvention au Département de la Lozère qui leur correspond.

Vu le règlement des Contrats Territoriaux adopté par délibération du Conseil Général de la Lozère n° CD_21_1036 du 25 octobre 2021.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** les projets inscrits dans le tableau ci-dessous,

Nom du projet	Montant des travaux HT	Année de commencement des travaux
Programme de voirie 2025- Réfection de la couche de roulement de Rabeyrolles (270 m)	14 340.00 €	2025
Total Programme de voirie 2025	14 340.00€	2025

- **PROPOSE** d'inscrire ces projets dans le Contrat Territorial du Département de la Lozère,
- **S'ENGAGE** à ne pas commencer les travaux avant la date d'accusé de réception du dossier de demande de subvention au Département,

- **AUTORISE** le Maire à signer tout document nécessaire.

Délibération : adoptée

7.5-Demande de subvention DETR 2025-Aménagement et enfouissement des réseaux secs du village de Mézery (N° DE_2025_003)

Objet : Dépôt d'un dossier de demande de subvention pour l'aménagement et l'enfouissement des réseaux secs du village de Mézery au titre de la DETR 2025 (dotation d'équipement des territoires ruraux)

Motif :

La commune prévoit l'aménagement du hameau de Mézery dans un programme incluant les réseaux secs (électricité, Télécom), la réfection de la chaussée, son élargissement et l'aménagement du village.

Le coût de ce projet comprend :

- Enfouissement réseaux secs hors SDEE : 68 272.50 €
- Réfection de chaussée : 232 862.50 €
- Élargissement voie communale : 25 435.00 €
- Reprise soutènement voie communale : 7 080.00 €
- Aménagement de village : 67 338.00 €

Coût total : 400 988.00 € H.T.

Afin de mettre ces travaux en œuvre, la commune souhaite déposer une demande d'aide financière auprès de la DETR 2025.

Dans ce contexte, le plan de financement proposé à l'appui de cette demande de subvention est le suivant :

PLAN DE FINANCEMENT

Sources	Libellé	Montant	Taux
Fonds propres		93 115.20 €	23.22%
Emprunts		€	%
Sous-total autofinancement		93 115.20 €	23.22%
Union européenne		€	%
Etat-DETR		240 592.80 €	60.00%
Etat-autre (à préciser)		€	%
Conseil régional			
Conseil départemental		67 280.00 €	16.78%
Fonds de concours CC ou CA			
Autres (à préciser)			
Sous-Total subventions publique*		307 872.80 €	76.78 %
TOTAL H.T.			
		400 988.00 €	100 %

* dans la limite de 80 %

Après avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **Approuve** cette opération.
- **Sollicite l'aide** de la DETR 2025.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à ce projet.

Délibération : adoptée

7.5-Demande de subvention DETR 2025-Renouvellement du réseau d'eau potable et pluvial du village de Mézery (N° DE_2025_004)

Objet : Dépôt d'un dossier de demande de subvention pour Renouvellement du réseau d'eau potable et pluvial du village de Mézery au titre de la DETR 2025 (dotation d'équipement des territoires ruraux)

Motif :

Le réseau d'eau potable du hameau de Mézery est le principal distributeur de la commune. La conduite principale, en tête de réseau alimente notamment le village de Saint-Denis et le réservoir de La Roche. Ce réseau vieillissant est le plus ancien de la commune. Ses tuyaux en fonte, génèrent fuites et corrosion. Afin d'améliorer son rendement, la commune prévoit de le remplacer dans son ensemble. Dans un même temps, elle prévoit également la pose de compteur d'eau extérieur en limite de propriété et l'assainissement de l'eau pluviale.

La Communauté de communes Randon-Margeride possède la compétence assainissement et prévoit de poursuivre la création du réseau d'assainissement collectif de Mézery en prolongeant celui déjà existant du village de Saint-Denis. La station d'épuration créée en 2014 est prévue et dimensionnée pour la réalisation de ce prolongement.

Ces travaux seront en concordance avec ceux prévus par la commune.

Le coût de ce projet comprend :

- Travaux d'adduction d'eau potable : 109 842.50 €
- Travaux pluvial : 97 450.00 €

Coût total : 207 292.50 € H.T.

Afin de mettre ces travaux en œuvre, la commune souhaite déposer une demande d'aide financière auprès de la DETR 2025.

Dans ce contexte, le plan de financement proposé à l'appui de cette demande de subvention est le suivant :

PLAN DE FINANCEMENT

Sources	Libellé	Montant	Taux
Fonds propres		41 458.50€	20.00 %
Emprunts		€	%
Sous-total autofinancement		41 458.50 €	20.00 %
Union européenne		€	%
Etat-DETR		124 375.50 €	60.00%
Etat-autre (à préciser)		€	%
Conseil régional			
Conseil départemental		41 458.50 €	20.00%
Fonds de concours CC ou CA			
Autres (à préciser)			
Sous-Total subventions publique*		165 834.00 €	80.00%
TOTAL H.T.			
		207 292.50 €	100 %

* dans la limite de 80 %

Après avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **Approuve** cette opération.
- **Sollicite l'aide** de la DETR 2025.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à ce projet.

Délibération : adoptée

7.5-Demande de subvention au Département pour le renouvellement du réseau d'eau potable et pluvial du village de Mézery (N° DE_2025_005)

Monsieur le Maire expose que le réseau d'eau potable du hameau de Mézery est le principal distributeur de la commune. La conduite principale, en tête de réseau alimente notamment le village de Saint-Denis et le réservoir de La Roche. Ce réseau vieillissant est le plus ancien de la commune. Ses tuyaux en fonte, génèrent fuites et corrosion. Afin d'améliorer son rendement, le Maire propose au Conseil que la commune prévoit de le remplacer dans son ensemble. Dans un même temps, elle prévoit également la pose de compteur d'eau extérieur en limite de propriété et l'assainissement de l'eau pluviale.

Le Maire rappelle que la Communauté de communes Randon-Margeride possède la compétence assainissement et prévoit de poursuivre la création du réseau d'assainissement collectif de Mézery en prolongeant celui déjà existant du village de Saint-Denis. La station d'épuration créée en 2014 est prévue et dimensionnée pour la réalisation de ce prolongement.

Ces travaux seront en concordance avec ceux prévus par la commune.

Le coût de ce projet comprend :

- Travaux d'adduction d'eau potable : 109 842.50 €

- Travaux pluvial : 97 450.00 €

Coût total : 207 292.50 € H.T.

Afin de mettre ces travaux en œuvre, la commune souhaite déposer une demande d'aide financière auprès du Département.

Dans ce contexte, le plan de financement proposé à l'appui de cette demande de subvention est le suivant :

PLAN DE FINANCEMENT

Sources	Libellé	Montant	Taux
Fonds propres		41 458.50€	20.00 %
Emprunts		€	%
Sous-total autofinancement		41 458.50 €	20.00 %
Union européenne		€	%
Etat-DETR		124 375.50 €	60.00%
Etat-autre (à préciser)		€	%
Conseil régional			
Conseil départemental		41 458.50 €	20.00%
Fonds de concours CC ou CA			
Autres (à préciser)			
Sous-Total subventions publique*		165 834.00 €	80.00%
TOTAL H.T.			
		207 292.50 €	100 %

* dans la limite de 80 %

Après avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **Approuve** cette opération.

- **Sollicite l'aide** du Département à hauteur de 20%.

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à ce projet.

Délibération : adoptée

7.5-Demande de subvention -Aménagement et enfouissement des réseaux secs du village de Mézery (N° DE_2025_006)

La commune prévoit l'aménagement du hameau de Mézery dans un programme incluant les réseaux secs (électricité, Télécom), la réfection de la chaussée, son élargissement et l'aménagement du village.

Le coût de ce projet comprend :

- Enfouissement réseaux secs hors SDEE : 68 272.50 €
 - Réfection de chaussée : 232 862.50 €
 - Élargissement voie communale : 25 435.00 €
 - Reprise soutènement voie communale : 7 080.00 €
 - Aménagement de village : 67 338.00 €
- Coût total : 400 988.00 € H.T.

Afin de mettre ces travaux en œuvre, la commune souhaite solliciter une aide financière auprès de tout organisme susceptible de soutenir ce projet.

Après avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **Approuve** cette opération.
- **Sollicite l'aide** des organismes pouvant soutenir financièrement cette opération.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à ce projet.

Délibération : adoptée

7.5-Demande de subvention - Renouvellement du réseau d'eau potable et pluvial du village de Mézery (N° DE_2025_007)

Exposé :

Le réseau d'eau potable du hameau de Mézery est le principal distributeur de la commune. La conduite principale, en tête de réseau alimente notamment le village de Saint-Denis et le réservoir de La Roche. Ce réseau vieillissant est le plus ancien de la commune. Ses tuyaux en fonte, génèrent fuites et corrosion. Afin d'améliorer son rendement, la commune prévoit de le remplacer dans son ensemble. Dans un même temps, elle prévoit également la pose de compteur d'eau extérieur en limite de propriété et l'assainissement de l'eau pluviale.

La Communauté de communes Randon-Margeride possède la compétence assainissement et prévoit de poursuivre la création du réseau d'assainissement collectif de Mézery en prolongeant celui déjà existant du village de Saint-Denis. La station d'épuration créée en 2014 est prévue et dimensionnée pour la réalisation de ce prolongement.

Ces travaux seront en concordance avec ceux prévus par la commune.

Le coût de ce projet comprend :

- Travaux d'adduction d'eau potable : 109 842.50 €
 - Travaux pluvial : 97 450.00 €
- Coût total : 207 292.50 € H.T.

Afin de mettre ces travaux en œuvre, la commune souhaite solliciter une aide financière auprès de tout organisme susceptible de soutenir ce projet.

Après avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **Approuve** cette opération.
- **Sollicite l'aide** des organismes pouvant soutenir financièrement cette opération.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à ce projet.

Délibération : adoptée

7.5-Amendes de police 2025 (N° DE_2025_008)

Le Maire expose au Conseil Municipal qu'une aide financière à la réalisation de projets d'aménagements de sécurité peut être attribuée par le Conseil Départemental au titre des amendes de police.

Pour cette année, le Maire propose l'achat d'un radar pédagogique solaire pour le placer en sortie d'agglomération du village de Saint-Denis-en-Margeride.

Le coût global de cette opération s'élève à 2 335.00 € H.T. soit 2 802.00€ T.T.C.

Le but étant d'obliger les automobilistes à réduire leur vitesse en agglomération afin de sécuriser cette zone où vivent de nombreux riverains.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, d'approuver la demande de subvention faite auprès du Conseil Départemental pour ce projet au titre des amendes de police et autorise le Maire à poursuivre cette opération.

Délibération : adoptée

4.1-CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT DE REDACTEUR TERRITORIAL A TEMPS NON COMPLET (20/35èmes) (N° DE_2025_009)

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article L 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

En outre, aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent pas.

Considérant la délibération DE_2023-011 du 03 mars 2023 adopté par le Conseil Municipal modifiant le tableau des emplois le 1er mai 2023.

Compte tenu des besoins de service et considérant la nécessité de créer un emploi permanent de Rédacteur territorial (catégorie B) à temps non-complet à raison de 20 heures hebdomadaires (20/35èmes) en raison des besoins de service pour occuper les fonctions de secrétaire général de mairie.

Le Maire propose à l'assemblée :

La création d'un emploi permanent de Rédacteur territorial (catégorie B) à temps non-complet à raison de 20 heures hebdomadaires (20/35èmes) à compter du 01/05/2025 pour assurer les fonctions de secrétaire général de mairie.

Le tableau des emplois sera ainsi modifié :

Filière : Administrative

Cadre d'emplois : Rédacteurs territoriaux

Catégorie hiérarchique : Catégorie B

Grade : Rédacteur territorial :

- ancien effectif : 0

- nouvel effectif : 1

Le Conseil décide également qu'en cas de recours éventuel à un agent contractuel sur le fondement des articles L 332-8 (3°) ou L 332-8 (7°) du Code général de la fonction publique (pour tous les emplois des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants / ou pour les emplois de secrétaire général de mairie des communes de moins de 2 000 habitants) l'agent non-titulaire percevrait une rémunération assise sur l'un des indices majorés de l'échelle indiciaire du grade de base correspondant à l'emploi créé, en vigueur à la date de la conclusion du contrat.

Cette rémunération sera éventuellement complétée par le régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité.

Le montant de la rémunération totale étant déterminé par l'autorité territoriale en prenant en compte :

- la limite de la grille indiciaire indiquée ci-dessus,
- les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice,
- la qualification détenue par l'agent (diplômes ou niveau d'étude),
- l'expérience professionnelle de l'agent

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, **DECIDE** :

- d'adopter la création de l'emploi de rédacteur ainsi proposée,
- de modifier le tableau des emplois le 1er mai 2025
- d'inscrire au budget les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois, chapitre 012, article 64111 .

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication, par courrier postal ou par le biais de l'application informatique « Télérecours », accessible par le lien suivant :

<https://www.telerecours.fr>

Délibération : adoptée

7.1-Délibération sur le compte unique financier - COMMUNE 2024 (N° DE_2025_010)

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT);

Vu la délibération n°MI_2021_5_2 du 15 juillet 2021 portant sur l'expérimentation du Compte Financier Unique (CFU) en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP);

Vu le rapport de présentation du Compte Financier Unique pour l'année 2024 ;

Vu le Compte Financier Unique 2024 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétique et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Considérant les éléments suivants :

	Dépenses Fonctionnement	Recettes Fonctionnement	Dépenses Investissement	Recettes Investissement	Total Dépenses	Total Recettes
Résultats reportés	0,00	3 785,85	31 992,40	0,00	31 992,40	3 785,85
Opérations exercice	172 198,38	211 664,70	190 009,96	179 673,64	362 208,34	391 338,34
Total	172 198,38	215 450,55	222 002,36	179 673,64	394 200,74	395 124,19
Résultat de clôture		43 252,17	42 328,72			923,45
Restes à réaliser	0,00	0,00	34 811,77	36 434,40	34 811,77	36 434,40
Total cumulé	0,00	43 252,17	77 140,49	36 434,40	34 811,77	37 357,85
Résultat définitif		43 252,17	40 706,09			2 546,08

Le Maire se retire et ne prend pas part au vote.

Le conseil municipal réuni et présidé par Le 1er Adjoint vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus et lui donne pouvoir pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération : adoptée

7.1-Délibération pour l'affectation du résultat de fonctionnement - COMMUNE 2024 (N° DE_2025_011)

Pour Mémoire	
Déficit antérieur reporté (report à nouveau - dépense 002)	0,00
Excédent antérieur reporté (report à nouveau - recette 002)	3 785,85
Virement à la section d'investissement (pour mémoire - 021)	0,00
RESULTAT DE L'EXERCICE EN FONCTIONNEMENT : EXCEDENT	39 466,32
Résultat de fonctionnement cumulé (avec antérieur reporté) au 31/12/2024	43 252,17
A. EXCEDENT AU 31/12/2024	43 252,17
Affectation obligatoire à l'apurement du déficit (report à nouveau - débiteur)	0,00

Déficit résiduel à reporter à la couverture du besoin de financement de la section d'inv. - 1068	40 706.09
Solde disponible affecté comme suit :	
affectation complémentaire en réserves (compte 1068)	2 546.08
affectation à l'excédent reporté (report à nouveau - recette 002)	0,00
B. DEFICIT AU 31/12/2024	0,00
Déficit résiduel à reporter - dépense 002	0,00

Délibération : adoptée

7.1-Délibération sur le compte unique financier - EAU 2024 (N° DE_2025_012)

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT);

Vu la délibération n°MI_2021_5_2 du 15 juillet 2021 portant sur l'expérimentation du Compte Financier Unique (CFU) en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP);

Vu le rapport de présentation du Compte Financier Unique pour l'année 2024 ;

Vu le Compte Financier Unique 2024 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétique et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Considérant les éléments suivants :

	Dépenses Fonctionnement	Recettes Fonctionnement	Dépenses Investissement	Recettes Investissement	Total Dépenses	Total Recettes
Résultats reportés	0,00	3 500,15	0,00	66 960,10	0,00	70 460,25
Opérations exercice	46 279,34	38 506,30	31 274,74	37 381,26	77 554,08	75 887,56
Total	46 279,34	42 006,45	31 274,74	104 341,36	77 554,08	146 347,81
Résultat de clôture	4 272,89			73 066,62		68 793,73
Restes à réaliser	0,00	0,00	35 000,00	9 959,14	35 000,00	9 959,14

Total cumulé	4 272,89	0,00	35 000,00	83 025,76	35 000,00	78 752,87
Résultat définitif	4 272,89			48 025,76		43 752,87

Le Maire se retire et ne prend pas part au vote.

Le conseil municipal réuni et présidé par Le 1er Adjoint vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus et donne pouvoir à Le 1er Adjoint pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération : adoptée

7.1-Délibération pour l'affectation du résultat de fonctionnement - EAU 2024 (N° DE_2025_013)

Pour Mémoire	
Déficit antérieur reporté (report à nouveau - dépense 002)	0,00
Excédent antérieur reporté (report à nouveau - recette 002)	3 500,15
Virement à la section d'investissement (pour mémoire - 021)	0,00
RESULTAT DE L'EXERCICE EN FONCTIONNEMENT : DEFICIT	7 773,04
Résultat de fonctionnement cumulé (avec antérieur reporté) au 31/12/2024	-4 272,89
A. EXCEDENT AU 31/12/2024	0,00
Affectation obligatoire à l'apurement du déficit (report à nouveau - débiteur)	0,00
Déficit résiduel à reporter à la couverture du besoin de financement de la section d'inv. - 1068	0,00
Solde disponible affecté comme suit :	
affectation complémentaire en réserves (compte 1068)	0,00
affectation à l'excédent reporté (report à nouveau - recette 002)	0,00
B. DEFICIT AU 31/12/2024	4 272,89
Déficit résiduel à reporter - dépense 002	4 272,89

Délibération : adoptée

7.1-TARIF CHAUFFAGE-LOGEMENTS ANCIENNE ECOLE ST DENIS (N° DE_2025_014)

Le Maire rappelle que des travaux de rénovation énergétique ont été effectués dans le bâtiment de l'ancienne école de Saint-Denis qui abrite 4 logements locatifs.

Un nouveau système de chauffage à granulés a été installé.

C'est dans ce cadre que le Maire propose la mise en place d'un tarif de chauffage des logements, dès cette année, afin de compenser le coût d'électricité de la chaudière et des combustibles nécessaires au bon fonctionnement du chauffage.

Il indique au conseil le mode de calcul suivant :

Pour la consommation d'électricité :

Prix du KWh d'électricité moyen (variable selon la mise à jour)

Mise à jour du 30 juin 2024 = 0.2516€ (modifiée en fonction du tarif mis à jour)

Consommation en KWh du compteur (exemple : 100 KWh) d'un locataire X Prix du KWh (0.2516 €) d'électricité moyen=prix de l'électricité consommée /locataire (100KWh x 0.2516 €=25.16 € de consommation d'électricité).

Pour la consommation des granulés :

1 Kg de granulés fournit environ 4.6 KWh de puissance calorifique.

Pour avoir le prix consommé de granulés par locataire, on prend la consommation en KW du compteur du locataire (exemple 100 KW) divisé par 4.6 KWh =montant/Kgs de granulés utilisés par le locataire (100/4.6=21.73 Kg).

Ce dernier montant est alors X prix TTC/Kgs de granulés sur la facture en cours (exemple : 21.73x0.305 €=6.62 €).

les charges annexes comprenant :

- Entretien annuel de la chaudière,
- Réparations éventuelles,
- Ramonage,

seront répercutées directement aux locataires sur facture de l'intervention.

Le Maire rappelle au conseil, que par délibération n°DE_2024_0033 du 18 septembre 2024, un règlement intérieur a été voté et mis en place. Son article 2 relatif à la sécurité contre les incendies, les explosions et les intoxications gazeuses et notamment le point 2.5 précise qu'il est "interdit d'utiliser, même à titre d'appoint, un autre mode de chauffage que celui qui a été prévu par le bailleur".

Par conséquent, les locataires qui n'utiliseront pas le chauffage "central" se verront facturer un forfait de 250 € par an à compter de l'année 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte ce tarif qui sera en vigueur immédiatement.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération : adoptée